

<http://trop-cest-trop.fr/accueil/>

« **Trop, c'est trop !** » est un collectif d'individus constitué à la fin de l'année 2001 à l'initiative de Madeleine Rebérioux et Pierre Vidal-Naquet pour protester contre l'enfermement de Yasser Arafat à Ramallah et les coups portés par l'armée israélienne à l'Autorité palestinienne. Il s'est exprimé de nouveau quand de nouvelles menaces ont compromis encore davantage la paix dans la région qui passe par l'existence d'un Etat palestinien.

Le collectif « Trop, c'est trop ! »

28 août 2015 Actualité

Le premier appel du collectif « Trop, c'est trop ! », signé aussi entre autres par l'historienne Michèle Perrot, le metteur en scène Bernard Sobel et le mathématicien Laurent Schwartz, publié en décembre 2001 et janvier 2002 dans *Le Monde*, protestait contre le fait que : « *Les dirigeants palestiniens, Yasser Arafat en tête, qui serra naguère la main d'Itzhak Rabin, sont aujourd'hui cernés à Ramallah par des tanks israéliens. Les bombes pleuvent sur le territoire où vit encore une partie du peuple palestinien. Rien, nous disons bien, rien – y compris les attentats inacceptables commis par des kamikazes – ne peut justifier de tels actes. Le peuple palestinien a le droit de vivre libre. Il a droit à un État véritable.* » Il a organisé sur ce thème des réunions publiques à Paris et publié plusieurs numéros d'un bulletin (reproduits sur ce site) auxquels nombre de personnalités ont contribué. Dans le premier, André Mandouze faisait le lien entre ses engagements passés au sein de *Témoignage chrétien*, dans la Résistance contre le nazisme et ses persécutions des Juifs, puis pour l'indépendance de l'Algérie, et son soutien présent à la cause des droits des Palestiniens. Des Israéliens opposés à la colonisation comme Amira Haas ou Zeev Sternhell y apportaient leur point de vue et une réunion avec notamment Stéphane Hessel et Jean Lacouture était annoncée.

Madeleine Rebérioux a relaté peu après l'origine de ce collectif dans le n°83 (printemps 2002) de la *Revue d'études palestiniennes* :

« *Nous en sommes là trois mois après ce 13 décembre où Ariel Sharon, démocratiquement élu par le peuple israélien, décréta "hors jeu politiquement" l'élu légitime du peuple palestinien, Yasser Arafat, et l'encercla dans sa résidence de Ramallah avant, ou parfois juste après, avoir démoli la radio et la télévision palestiniennes. Eh oui ! nous en sommes là. Décidément, "trop, c'est trop". L'intervention intellectuelle et citoyenne que fut "Trop, c'est trop !" n'a donc pas — c'est le moins qu'on puisse dire — permis de faire basculer vers le droit et la paix la tragédie qui frappe le Proche-Orient, qui nous frappe tous. Oui. Mais qui s'y attendait ? Certes pas les premiers signataires d'un texte écrit dans la colère et la douleur. Et puis, nul ne sait : il a fallu près d'un an pour qu'on mesure en 1898 la portée des premiers manifestes de soutien à Zola publiés au lendemain de "J'accuse !..." Les mouvements d'opinion sont lents à se former, difficiles à interpréter. Les textes foisonnent. Ils se répondent. Ils se prolongent. Ils peuvent se caricaturer. Les chercheurs ont mis longtemps à comprendre concrètement comment étaient nés et s'étaient propagés les "manifestes d'intellectuels" de janvier 1898. En sachant raison et mesure garder, je voudrais donner quelques informations sur la naissance de "Trop, c'est trop !" et sur la manière dont il échappa très vite à ses premiers signataires.*

L'état civil, donc. L'acte de naissance pour commencer. Le 13 décembre 2001, les porte-parole de trois organisations engagées, à des titres divers, dans la défense des droits étaient reçus dans la soirée à l'Élysée et à Matignon : le président de la Ligue des droits de l'homme, le secrétaire général du MRAP, la vice-présidente de France-Palestine Solidarité exprimaient "leur stupéfaction et leur angoisse" devant ce qui venait de se passer et souhaitaient que les autorités de la République fassent le geste fort d'inviter à Paris Yasser Arafat : manière de répondre aux interdits israéliens, manière de dire que la "mise hors la loi" de Yasser Arafat ne pouvait être décrétée, quel que fut le pouvoir que s'attribuaient les autorités occupantes, par le Premier ministre d'Israël.

Militante de longue date, depuis les débuts de la guerre d'Algérie, des mouvements anticolonialistes et de la Ligue des droits de l'homme — que j'ai présidée de 1991 et 1995 —, j'étais depuis plusieurs mois à la recherche d'une initiative, à la fois intellectuelle et populaire, qui permit à des forces, réfugiées dans le silence depuis le début de l'Intifada, de s'exprimer à nouveau. C'est dans cet esprit et au cœur de cette journée que je compris avec François Della Sudda, attaché de longue date à la cause palestinienne, que le moment était venu : trop c'était trop. Une réaction individuelle donc, au sein d'une démarche collective : rédaction en moins d'une heure ; coups de téléphone pour m'assurer l'approbation de quelques amis qui n'avaient jamais renoncé à associer pratique intellectuelle et militantisme ; feu vert — mais à cette date pas davantage — de la direction de la Ligue. Un de mes fils, lui-même militant à la LDH [Vincent Rebérioux], plus versé que moi — ce n'est pas difficile ! — dans le maniement des nouvelles techniques de communication, accepta de diffuser par son e-mail le texte complet, très court à la vérité, dont Le Monde venait de publier une version abrégée. Et vogue la galère ! Et monte la colère. »

En juillet 2002, le collectif publiait dans son bulletin un appel intitulé « Halte à la mort ! », signé notamment par Etienne Balibar, Nicole Berheim, Suzanne Citron et Abraham Ségol, qui ajoutait : *« La tragédie aujourd'hui est à son comble. Les forces vives se sont taries dans les territoires palestiniens occupés : l'eau, l'électricité, l'école et le travail, le droit à la santé et celui de se déplacer, qu'en reste-t-il ? Les villes sont réoccupées, le grignotage des terres et le développement des colonies continuent, l'armée israélienne reprend le pouvoir administratif, l'asservissement de la population palestinienne s'intensifie... »*

La question du droit des Palestiniens à l'éducation, le soutien à l'Université de Birzeit et à l'ensemble du système éducatif, ont été ensuite au cœur des préoccupations du collectif « Trop, c'est trop ! » et il a choisi de l'affirmer en organisant des événements culturels : concert du compositeur palestinien Patrick Lama sur des poèmes de Mahmoud Darwish, exposition de photographies de Joss Dray prises en Cisjordanie, soutien aux films courageux de Simone Bitton et d'Abraham Ségol... En novembre 2002, avec l'Association France-Palestine Solidarité et d'autres associations, il a participé à une réunion publique, à Paris, salle de la Mutualité, pour demander la **suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël.** Peu après, un nouveau bulletin a cherché à attirer l'attention sur les **conséquences dramatiques de l'érection du Mur de séparation** pour les populations palestiniennes qui se trouvaient dépossédées de terres agricoles. Introduisant une série de cartes qui décrivaient ses ravages, Madeleine Rebérioux écrivait : *« Le "Mur" appartient aux catastrophes humaines qui s'abattent sur les Palestiniens. C'est un effort de plus pour briser la résistance de leur société. Et un effort pour séparer définitivement Arabes de Palestine et Juifs d'Israël que tant de choses devraient rapprocher. Non à l'apartheid ! »*

La mort de Madeleine Rebérioux au début de l'année 2005 n'a pas découragé ceux qui s'étaient joints à ses efforts : **le collectif a affirmé** leur volonté, pour les continuer, de **« suivre ses pas ».** Avec son ami Vidal-Naquet, avec Leila Shahid qui quittait son poste de représentante de

la Palestine à Paris, le 21 novembre, au gymnase Japy, il a confirmé son intention de ne rien lâcher dans la lutte pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens.

En juin 2006, au moment de l'**intervention d'Israël dans le sud du Liban**, « Trop, c'est trop ! » a publié, **un texte intitulé « Assez ! »** qualifiant cette nouvelle guerre de « course à l'abîme », qui fut **le dernier signé par Pierre Vidal-Naquet**, disparu à son tour au mois de juillet. Reconnaisant son dû à cet historien qui avait su combattre avec la même vigueur à la fois l'antisémitisme, le négationnisme, le colonialisme français en Algérie et l'expansionnisme d'Israël, l'équipe lui a, peu après, consacré un numéro d'hommage de son bulletin et a participé à une rencontre en son honneur à Paris, à la Bibliothèque nationale de France.

Le choix de faire d'Israël, **en mars 2008, l'invité d'honneur du Salon du livre de Paris** lui a donné de nouveau **l'occasion de réagir**, non par un boycott, mais en proposant, avec d'autres associations, en marge des rencontres officielles, autour de personnalités venues de Palestine et d'Israël, des débats sur les désastres de la politique coloniale de cet Etat.

C'est la **nouvelle opération militaire israélienne déclenchée à l'été 2014 contre le territoire de Gaza, « Bordure protectrice »**, qui l'a persuadé qu'il lui fallait **de nouveau prendre la parole**, dans un texte qui a été repris par plusieurs quotidiens et qu'on retrouve aussi — comme l'ensemble de ses prises de position — sur ce site. C'est après avoir échangé avec Michel Tubiana, qui présidait la Ligue des droits de l'homme lors de la fondation de « Trop, c'est trop ! » et préside désormais le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, que la décision en a été prise.

Cette fois encore, le collectif a bénéficié du soutien de la LDH qui, depuis 2001, a fait constamment écho à ses prises de position et l'a aidé dans le recueil des fonds.

Le résultat des **élections israéliennes de mars 2015**, qui ont confirmé la prééminence dramatique en Israël des pires forces politiques expansionnistes et colonialistes, l'a conduit, avec d'autres personnalités de multiples disciplines, à **reformuler ses objectifs**, dans un combat dont l'actualité ne cesse de confirmer l'urgence.

Gilles Manceron